

DECLARATION DE FORT-DE-FRANCE

Les populations de Martinique, de Guyane, de La Réunion, de la Guadeloupe, de Saint-Martin, de Mayotte, expriment chaque jour le besoin que les politiques publiques redeviennent des leviers de changement d'un quotidien fait d'inégalités sociales et économiques, d'une vie chère sur laquelle les populations n'ont aucune prise et de problématiques d'accès à des besoins essentiels comme la santé, l'éducation, l'emploi, le logement, etc.

Nos territoires des outre-mer vivent aujourd'hui une situation de mal-développement structurel à l'origine de ces inégalités de plus en plus criantes qui minent le pacte social.

Ces urgences et nos défis ne peuvent plus attendre. Le *statu quo* n'est plus acceptable.

L'heure est venue d'ouvrir ensemble une nouvelle étape de l'Histoire des pays d'outre-mer au sein de la République

En effet, une prise de conscience politique est nécessaire à tous les niveaux pour répondre aux légitimes attentes de justice sociale, mettre en œuvre une égalité républicaine respectueuse des différences et ouvrir de nouvelles perspectives d'avenir pour notre jeunesse. C'est pourquoi, nous souhaitons dans le cadre général de la politique de différenciation prônée au plus haut niveau de l'Etat :

- **Refonder la relation entre nos territoires et la République par la définition d'un nouveau cadre permettant la mise en œuvre de politiques publiques conformes aux réalités de chacune de nos régions,**
- **Conjuguer la pleine égalité des droits avec la reconnaissance de nos spécificités, notamment par une réelle domiciliation des leviers de décision au plus près de nos territoires,**
- **Instaurer une nouvelle politique économique fondée sur nos atouts notamment géostratégiques et écologiques.**

Nous ne voulons plus être mis dans la position de subir des politiques publiques inadaptées à nos réalités, alors que l'enjeu pour nos territoires est d'instaurer une nouvelle politique économique pour lutter contre le mal-développement dont nos peuples vivent les conséquences au quotidien.

Dans le « *pays natal* » d'Aimé Césaire, 76 ans après la loi du 19 mars 1946 et à la veille des 40 ans de la création des Régions d'outre-mer, il nous revient d'exiger que soit installé un nouveau cadre d'action à la hauteur de notre temps et des enjeux qui sont les nôtres.

Cet appel de Fort-de-France est donc un défi à agir sans délai et à ouvrir de nouvelles perspectives, en concertation avec nos populations.

Notre mobilisation conduit nécessairement à réclamer un dialogue exigeant et responsable avec le Président de la République qui doit prendre conscience de la gravité et de l'urgence de la situation afin d'aborder l'ensemble des questions économiques, sociales et institutionnelles qui se posent à chacun de nos territoires, pour le présent et pour l'avenir.

Réunis à Fort-de-France (Martinique) le lundi 16 mai 2021,

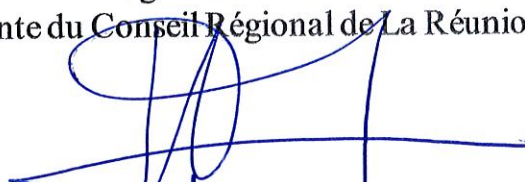
Ary CHALUS

Président du Conseil Régional de Guadeloupe



Huguette BELLO

Présidente du Conseil Régional de La Réunion



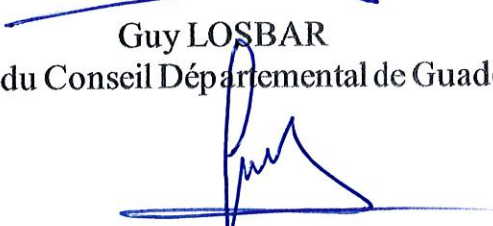
Serge LETCHIMY

Président de la Collectivité Territoriale de Martinique



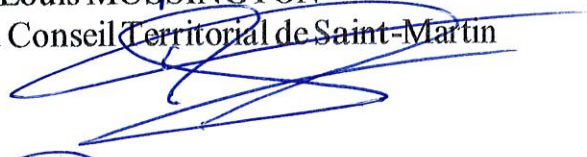
Guy LOSBAR

Président du Conseil Départemental de Guadeloupe



Louis MUSSINGTON

Président du Conseil Territorial de Saint-Martin



Gabriel SERVILE

Président de la Collectivité Territoriale de Guyane



Ben Issa OUSSENI
Président du Conseil Départemental de Mayotte

A handwritten signature in red ink, consisting of a horizontal line that curves downwards and then back up to the right.